



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE L'OISE

Arrêté mettant en demeure la société TERRALYS de disposer d'un agrément pour ses installations de compostage de déchets non dangereux et de matière végétale implantées à Bury

LE PRÉFET DE L'OISE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le code de l'environnement, en particulier ses articles L.171-6, L.171-8, L.172-1, L.511-1 et L.514-5 ;

Vu la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement fixée aux articles R.511-9 à R.511-10 du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 22 avril 2008 fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les installations de compostage soumises à autorisation en application du titre 1<sup>er</sup> du livre V du code de l'environnement et notamment l'article 1<sup>er</sup> qui prévoit :

« [...]En particulier, les installations compostant des sous-produits animaux tels que définis par le règlement (CE) n° 1774/2002 doivent respecter les dispositions définies par ledit règlement et obtenir, le cas échéant, un agrément conformément aux prescriptions définies par le ministre chargé de l'agriculture par l'arrêté du 1<sup>er</sup> septembre 2003 pris en application de l'article L.226-3 du code rural [...] ;

Vu les actes administratifs antérieurs réglementant le fonctionnement de la société TERRALYS, notamment l'arrêté préfectoral du 23 février 2006 ;

Vu la visite d'inspection des installations classées du 12 février 2016 sur le site de la société TERRALYS implanté, lieu-dit « Val Gauthier » à Bury (60250) ;

Vu le rapport du 31 août 2016 de l'inspection des installations classées, transmis à l'exploitant par courrier du même jour, conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement ;

Vu l'absence de réponse de l'exploitant à la transmission du rapport susvisé ;

Considérant que lors de la visite d'inspection du 12 février 2016, l'inspecteur de l'environnement a constaté que :

- les bordereaux de réception de certains déchets montrent l'acceptation de 73,12 tonnes de sous-produits animaux de catégorie 3 tels que définis par le règlement (CE) n° 1774/2002 pour l'année 2015,
- la société TERRALYS n'est pas agréée pour le compostage de sous-produits animaux de catégorie 3.

Considérant que les installations compostant des sous-produits animaux de catégorie 3 doivent obtenir un agrément conformément à l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté ministériel du 22 avril 2008 susvisé ;

Considérant qu'il y a lieu conformément à l'article L.171-8 du code de l'environnement de mettre en demeure la société TERRALYS de respecter la prescription de l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté ministériel du 22 avril 2008 susvisé ;

Sur proposition du directeur départemental des Territoires de l'Oise ;

## ARRÊTE

**Article 1<sup>er</sup> :** La société TERRALYS, exploitant une installation de compostage de déchets non dangereux et de matière végétale sise au lieu-dit « Val Gauthier » sur la commune de Bury, est mise en demeure de disposer d'un agrément conformément à l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté ministériel du 22 avril 2008 susvisé :

- en cessant de réceptionner sans délai des sous-produits animaux de catégorie 3 tels que définis par le règlement (CE) n° 1774/2002 jusqu'à l'obtention de l'agrément ;
- en fournissant, dans un délai de deux mois, les éléments justifiant du lancement de la constitution du dossier de demande d'agrément ;
- en justifiant, dans un délai de quatre mois, de la remise d'un dossier de demande d'agrément auprès de la Direction départementale de la protection des populations de l'Oise, 6 avenue de l'Europe, BP 70634, 60006 Beauvais Cedex.

Ces délais courent à compter de la date de notification du présent arrêté.

**Article 2 :** Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement, les sanctions prévues par les dispositions du II de l'article L.171-8 du même code, ainsi que la fermeture ou la suppression des installations ou la cessation définitive des travaux.

**Article 3 :** Conformément à l'article L.514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif d'Amiens, dans les délais prévus à l'article R.514-3-1 du même code :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois qui suivent la date de notification du présent arrêté ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du même code dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

**Article 4 :** Le présent arrêté sera notifié à la société TERRALYS et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Oise.

**Article 5 :** Le secrétaire général de la préfecture de l'Oise, le sous-préfet de Clermont, le maire de Bury, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Hauts-de-France, le directeur départemental des Territoires de l'Oise, l'inspecteur de l'environnement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

13 OCT. 2016

Fait à Beauvais, le

Pour le Préfet et par délégation,  
Le secrétaire général



Blaise GOURTAY

Destinataires :

Société TERRALYS  
Usine de compostage SOVALD  
Lieu-dit « Val Gauthier »  
60250 BURY

Monsieur le sous-préfet de Clermont

Monsieur le maire de Bury

Monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Hauts-de-France

Madame la directrice départementale de la protection des populations de l'Oise

Madame ou Monsieur l'inspecteur de l'environnement  
s/couvert de Monsieur le chef de l'unité départementale de la direction régionale de l'environnement, de  
l'aménagement et du logement de la région Hauts-de-France

